



## Edito

### UN MOIS DE SEPTEMBRE INHABITUEL... LE DÉBUT

C'est avec un sentiment particulier et un certain plaisir de faire cette rentrée et ce bulletin, le bulletin étant un exercice récurrent extrêmement passionnant. Pas tant par le travail que cela procure car nous sommes comme tout un chacun, moins nous en faisons et mieux nous nous portons, surtout quand le travail militant concret ne manque pas depuis des années et des années, mais parce qu'il maintient un lien de plus en plus prisé par les camarades.

Un lien qui nous rapproche et qui doit encore plus nous fédérer au-delà des camarades déjà fortement impliqués. Un lien qui montre que nos syndicats, nos militants, nos syndiqués, nos élus et mandatés sont dans une logique sans faille, à savoir les victoires de notre classe contre celles et ceux qui veulent nous faire la peau à longueur de journées.

Et les victoires se construisent, elles se préparent, s'organisent et se déploient dans la conviction ultime et unique que seule la mobilisation et l'unité des travailleurs sont l'arme de masse pour éradiquer le patronat. Oui, le patronat porte l'entière responsabilité de ce qui nous est annoncé par ces vassaux gouvernementaux depuis au moins 80 ans. Dans l'histoire moderne et notre militantisme actuel, notre état civil commence à faire vieux et, malheureusement pour certains dont moi, nous éloigne de nos débuts d'engagement. Mais

bon, la relève se construit et c'est tant mieux, c'est un excellent signe pour que nos idées se perpétuent dans les nouvelles générations.

Pour autant, la relève devra s'appuyer sur des luttes gagnantes qui nous manquent tant depuis des années. Sans faire dans le passéisme et la "frustration de vieux cons amers et résignés" (loin de moi cette pensée), la période à venir ne doit pas retomber dans ce que nous avons connu dans le passé lointain ou encore plus récemment.

Il faut casser la certitude que seule l'association avec certains syndicats aurait la capacité d'organiser les affaires et de porter "des" revendications. Nous ne serons certainement pas tous d'accord et c'est bien là le débat d'idées qui a toujours fait grandir notre organisation. Quel syndicat pour quel syndicalisme et quel combat ?

Commençons ! Quel syndicat est en capacité de mobiliser en masse même si, certaines fois, le compte n'y est pas ? Quel syndicat appelle les travailleurs à la grève afin de bloquer les productions et faire pression sur la bourgeoisie patronale ? Quel syndicat est le plus combattu par le camp d'en face dans les entreprises comme dans les administrations ? Qui va voir les travailleurs quand leurs situa-

.../...

#### Sommaire :

Edito : Un mois de septembre inhabituel...	P. 1 & 2
Kanaky - Guillaume Vama à l'UD	P. 2
Prise de parole - 10/09	P. 3 & 4
Prise de parole - 18/09	P. 4 & 5
Communiqué du SNJ	P. 5
Même pas drôle	P. 6
Tract CH G. Sand - 01/10	P. 7
Conseil CPAM - Déclaration CGT 22/09	P. 8
Cahier IHS Retraités EM - Appel souscription	P. 9
Pub MACIF	P. 10



#### AGENDA

\*\*\*

#### Formation Syndicale UD - 2025

- ⇒ **Stage Développer la CGT - 2e partie**
  - du 3 au 7 novembre
- ⇒ **Stage CSE Prise de mandat**
  - du 24 au 28 novembre



**Pensez à déposer  
vos congés éducation  
un mois avant le début du stage  
auprès de votre employeur  
et informez l'UD  
de votre participation.**

tions se dégradent ou quand l'accompagnement devient une survie pour eux ? Vers les administrations qui envoient les salariés quand elles sont en difficultés par manque de moyens ?

Oui, ce sont bien nos organisations qui sont en première ligne pour répondre aux exigences des difficultés rencontrées. Mais pour autant, nous ne sommes pas les "maîtres", comme d'autres d'ailleurs, de la contestation, de la grève ou de la mobilisation comme certains peuvent s'en prévaloir.

Les travailleurs, les retraités, les chômeurs et la jeunesse en ébullition ont la maîtrise totale de leurs actions. Nous sommes la seule organisation qui puisse faire et construire avec tout le monde mais en aucun cas faire à la place ou dicter la vérité absolue. C'est important de le dire maintenant pour ne pas se laisser prendre par la doctrine médiatique et gouvernementale qui veut nous faire passer pour des "gentils manifestants bitumés".

Le 10 a construit le 18, quoi qu'on en pense. Jeudi dernier n'était pas la grève des fonctionnaires même si l'appel de la colère a été massif. Ce n'était pas non plus une manif de retraités même si là aussi, ils étaient bien présents.

Les grévistes fonctionnaires sont facilement quantifiables mais qu'en est-il des travailleurs du privé ou chez les étudiants et les lycéens ? Rien, puisque les services de l'Etat n'ont pas de pouvoir de contrôle. La désinformation reprend son droit sur des "petits mouvements sociaux".

Je finirai cet édit sur notre rapport aux autres, qu'il soit syndical, politique, associatif ou citoyen. Posons quelques questions et surtout sans avoir de dénigrements ou certitudes. Une chose est sûre... certains autres nous poussent au renoncement ou au reniement tandis que le dialogue avec certains montre beaucoup d'espoir dans la construction des luttes.

Seule la grève reconductible massive et l'occupation des lieux de travail feront gagner notre classe.

Dans tous les cas, nous, organisations de classe pour notre classe, sommes déterminés à aller jusqu'à la victoire SIEMPRE.

Courage à toutes et à tous.

*Sébastien MARTINEAU - Secrétaire Général*



## KANAKY : Guillaume VAMA à l'UD

Le 11 septembre, l'UD accueillait dans ses locaux Guillaume VAMA, militant Kanak emprisonné à Bourges pendant un an, et qui venait d'être libéré en attente de jugement, suite aux événements de Nouvelle-Calédonie, revendications anti-colonialistes avec le refus par la FNLKS des accords de Bougival.

Entouré du collectif Kanaky, avec ses animateurs, Mathijs Schoevaert et Claire Dumas, il nous a fait part de sa situation actuelle, et surtout nous avons retrouvé l'homme qu'on nous avait décrit, pacifique, ouvert, plein de projets pour une agriculture locale, écologique, propre aux pratiques et traditions de son territoire, dans le cadre d'une Kanaky devenue indépendante, et en lien avec d'autres territoires de Mélanésie.

Plein d'espoir et d'enthousiasme pour une Kanaky indépendante, cet agriculteur-forestier, pratiquant là-bas de ces techniques avant son arrestation pour participation aux revendications indépendantistes, souhaite par exemple mettre en œuvre des ateliers de construction de cabanes traditionnelles, de cases, avec des jeunes en insertion à l'occasion de "Bourges, Capitale européenne de la culture". Son emprisonnement à Bourges a laissé des traces ... et beaucoup d'amis.

Guillaume a chaleureusement remercié l'UD 18 pour son soutien et celui de nombreux militants, matérialisé par des courriers, des manifestations.

La CGT, opposée à tout colonialisme ou néo-colonialisme, salue Guillaume : *hommage à ta lutte et à celle de tes camarades, et à bientôt pour une Kanaky libre !*





### PRISE DE PAROLE CGT – 10 SEPTEMBRE : RIPOSTE FACE À UN POUVOIR AUX ORDRES DU PATRONAT

Camarades,

Ce 10 septembre, nous ne sommes pas simplement en grève et en manifestations. Nous sommes en **résistance** face à un pouvoir qui conforte son camp réactionnaire et qui fait la part belle exclusive au capital, à l'autorité, et au mépris social.

La nomination de **Sébastien Lecornu** comme Premier ministre, à la veille d'une mobilisation nationale de grande ampleur n'est pas un hasard. C'est un **message clair** : le futur gouvernement n'entendra ni les revendications des travailleurs, ni celles des retraités et de la jeunesse et encore moins celles des chômeurs et des allocataires des minima sociaux. Il écrasera encore plus les conditions d'accès et de vie des travailleurs sans papiers. Il veut en finir avec l'ensemble des conquits arrachés par la lutte des travailleurs depuis l'après-guerre. Il veut en finir avec notre modèle de société.

Lecornu, ancien ministre de la guerre et des conflits, est connu pour sa gestion autoritaire des crises : Gilets jaunes, Outre-mer, Kanaky, retraite. Il incarne une ligne dure. Sa mission sera de faire passer un budget rejeté par la population, en pleine tempête sociale. Il devrait essayer de faire bien plus peur sur la faillite du pays, sur la dette et sur une économie en berne.

Ce budget 2026, porté jusqu'à lundi par Bayrou et repris sans modification, sera une **véritable déclaration de guerre sociale** : Pour rappel :

- Suppression de deux jours fériés
- Gel des retraites et des prestations sociales
- Réduction des remboursements de santé
- Contrôle renforcé des arrêts maladie
- Suppression de 3 000 postes dans la fonction publique
- Doublement des franchises médicales

- Fin de l'abattement fiscal pour les retraités

Ils veulent nous faire produire encore plus pour accélérer leur économie de guerre, pour maximiser leurs profits. Mais surtout et principalement, ils nous volent nos temps de vie, ils nous volent notre santé, ils tentent de séquestrer nos pensées, nos réflexions et surtout nos décisions.

Et pendant que les travailleurs seraient assignés à "faire des efforts", le patronat, lui, jubile, et se procure une joie sans limite. Pourquoi ?

Il faut reprendre ce que dit le MEDEF lors de son université d'été à Roland Garros et son programme "clé en main" :

- ⇒ Flexibilité totale du travail : fin des 35 heures, travail du dimanche, contrats précaires, les droits des chômeurs et des assurés sociaux
- ⇒ Fiscalité allégée pour les plus riches : refus de l'ISF, maintien des niches fiscales
- ⇒ Privatisation des services publics : santé, énergie, éducation
- ⇒ Affaiblissement des syndicats et du droit de grève

Ce programme n'est pas à discuter, il est à **appliquer**. Le gouvernement ne gouverne plus, il **exécute les ordres du MEDEF**.

Camarades, ce n'est plus une politique, c'est la stratégie de la peur et du chaos. Casse des droits, des solidarités, avec une **stratégie de démolition** des protections collectives, la suppression des droits sociaux, remplacés par la brutalité institutionnelle.

Nous sommes dans une dynamique qui peut et doit nous amener à la victoire. La CGT appelle à la **riposte**, grève, blocage des productions à l'intérieur et occupations des lieux de travail, à la solidarité. Nous ne laisserons pas faire. Nous ne laisserons pas passer cette casse sociale.

Nous exigeons :

- Le retrait total du budget 2026
- L'augmentation immédiate des salaires et des pensions
- Le renforcement et le développement des services publics
- La fin des 211 milliards d'argent public donnés à l'ensemble du patronat
- Une sécurité sociale intégrale qui protège toutes et tous, tout au long de la vie
- Le respect du droit de grève et la liberté de manifester, masque ou pas masque.

Ce 10 septembre est un **tournant**. Ce n'est pas

une journée de protestation, c'est le début d'un **rapport de forces**. Un rapport de forces pour dire : **nous ne plierons pas**.

Le patronat, le capital et la bourgeoisie, dont sont issus les membres du gouvernement, ont la plus grande responsabilité de ce qui se passe dans ce pays.

A nous de nous organiser dès demain pour les faire plier et gagner le progrès social tant voulu et espéré par une grande partie des travailleurs et de la population.

Jusqu'à la victoire, jusqu'au bout, nous allons gagner.



## **PRISE DE PAROLE CGT – 18 SEPTEMBRE :** ***RIPOSTE GÉNÉRALE CONTRE*** ***LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT***

Malgré un changement de premier ministre dont l'appartenance politique ne surprend personne, il est sûr que la ligne sociale et économique que tiendra le prochain gouvernement sera un copié-collé des programmes de ses prédécesseurs. Pire, Lecornu appliquera la vision de guerre Macroniste autour de l'industrie d'armement.

Depuis des mois, le gouvernement et le patronat organisent méthodiquement une régression sociale sans précédent : réforme de l'assurance chômage qui exclut toujours plus de demandeurs d'emploi, remise en cause des conquits sociaux, destruction de la Sécurité sociale, attaques contre l'école publique et l'hôpital, baisse des moyens pour les étudiants et les jeunes. Tout cela pendant que les dividendes versés aux actionnaires atteignent des records historiques !

La ficelle était tellement grosse que l'abandon des deux jours fériés était devenu une hérésie politique et médiatique, un leurre de leur méthode de casse de l'intérêt général et collectif et une garantie de leur projet de régression sociale.

Mais qu'en-t-il du reste de leurs propositions ?

Ils veulent une nouvelle réforme de l'assurance chômage avec un durcissement des conditions d'indemnisation, la baisse de la durée et du montant d'allo-

cation pour pousser les chômeurs à accepter des emplois précaires.

Une attaque de plus contre le Code du travail qui impliquerait plus de flexibilité pour les travailleurs (fin du CDI, contrats plus courts, heures sup moins payées, facilités de licenciement) et encore plus de facilités pour les employeurs

Ils veulent toujours l'allongement de la durée de cotisation déjà prolongée par la réforme de 2023 à 64 ans et qui pourrait passer à 67 ans selon certains.

Une énième coupe budgétaire dans la Sécurité sociale : hôpitaux, maternités et services publics de santé fermés ou réduits. C'est une remise en cause complète des cotisations sociales.

Une hausse du reste à charge des patients sur les soins et médicaments. Une restriction de plus à l'accès aux soins.

Le gel des salaires dans la fonction publique et la suppression de milliers de postes de fonctionnaires qui fragiliseront encore plus l'accès aux services publics.

Des exonérations de cotisations patronales encore élargies qui priveront les caisses de Sécurité sociale de financements.

Une offensive sans précédent contre les congés payés et un recul de nos conquies concernant la 5<sup>e</sup> semaine.

Une coupe dans les budgets publics (écoles, universités, culture, transports).

La privatisation de secteurs stratégiques comme dans l'industrie et le médicament.

La continuité des cadeaux fiscaux aux entreprises avec encore une baisse des impôts sur les sociétés et surtout la continuité des 211 milliards d'aides d'argent public tous les ans. Un honte publique.

Nous, les travailleurs, les retraités, les chômeurs, les salariés précaires et l'avenir qu'est notre jeunesse sommes mobilisés ici pour demander :

La revalorisation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux pour vivre et ne plus survivre.

Des moyens pour l'éducation, les collectivités, la culture pour tous et pour l'ensemble des services publics.

Une Sécurité sociale qui permette le financement de l'ensemble de l'accès aux soins et un système de protection sociale solidaire.

La création d'emplois publics et privés pour une économie au service de la population et non des actionnaires.

Le maintien des jours fériés et de nos congés payés.

La fin des franchises médicales.

La taxation des grandes fortunes et des superprofits.

La fin des cadeaux fiscaux et des exonérations sans contrepartie.

Une réelle égalité femmes-hommes dans le travail et dans la vie

Nous sommes rassemblés aujourd'hui pour réaffirmer notre opposition et notre combat contre ce système économique qui met à mal notre travail, notre modèle social, l'intérêt général et nos vies.

Aujourd'hui, nous sommes engagés et déterminés à faire comprendre à ce gouvernement et au patronat que notre détermination ne tombera pas tant que nous ne gagnerons pas des avancées sociales et sociétales pour le progrès social.



## **PIERRE-ÉDOUARD STÉRIN S'ATTAQUE AU JOURNALISTE QUI A RÉVÉLÉ SON PROJET POLITIQUE D'EXTRÊME DROITE**

Non content d'avoir multiplié les menaces judiciaires contre *l'Humanité*, qui a publié des révélations sur son projet politique d'extrême droite, Pierre-Edouard Stérin s'en prend désormais au journaliste qui a signé ces enquêtes, Thomas Lemahieu.

Le milliardaire a en effet poussé le cynisme jusqu'à créer une société baptisée Lemahieu Holding, ce qu'il a fait savoir à notre confrère par un mail personnel, alors qu'il persiste à ne pas répondre aux questions posées par ce dernier dans le cadre de son travail d'investigation.

Ce choix vise à associer le nom d'un journaliste connu pour son sérieux à un montage financier lié à l'extrême-droite. Il s'agit d'une tentative d'intimidation et de disqualification, qui franchit un nouveau seuil dans l'acharnement d'un homme de pouvoir contre l'information.

En instrumentalisant le nom de notre confrère, Pierre-Édouard Stérin s'en prend non seulement à une personne, mais à l'ensemble de la profession. Son projet est bien d'instaurer un climat de peur, où enquêter sur les puissants pourrait exposer à des représailles publiques et des humiliations.

Que dire enfin du fait que le milliardaire se vante d'une telle opération auprès du grand reporter, ce qui interroge au minimum sur sa personnalité.

Le SNJ-CGT (Syndicat national des journalistes) et sa section de *l'Humanité* apportent tout leur soutien à Thomas Lemahieu et rappellent que de tels procédés sont indignes. Nous refuserons toujours la banalisation de la violence contre les journalistes de la part des détracteurs de l'information.

Montreuil, le 12 septembre 2025

## MÊME PAS DRÔLE

La nomination de Lecornu fait partie du club des cinq. Pas la série pour enfants que les cinquante-naires ont pu lire mais bien dans la liturgie écrite pour les nouvelles générations qui voit se déliter notre modèle issu de la révolution française et de l'après-guerre.

Lecornu c'est quoi ? C'est l'archétype même de l'idéologie Macronique bec et ongles. C'est le symbole du mérite par loyauté et l'allégeance au puissant, c'est un réseau qui en dit long sur les intentions du bloc de droite tout entier. Ce bloc défend les intérêts des industries d'armement avec le maintien d'une menace fallacieuse de guerre sur le continent. C'est un homme de mains au service du capital. Il est réputé comme fin négociateur mais toujours dans un seul but, la victoire de son camp, de sa classe sociale, de sa caste bourgeoise.

Alors quoi en attendre ? Quoi attendre d'une réunion avec l'intersyndicale, que nous ne saurions déjà ? Quoi attendre de discussions sur un nouveau budget quand le précédent sera l'unique feuille de route ? Quoi attendre d'un missionnaire du patronat ? Rien, si ce n'est le programme du gouvernement clé en main du Medef présenté lors de leurs dernières universités d'été.

D'ailleurs, au sujet de ce raout annuel bourgeois qui s'est tenu dans le prestigieux décor du stade Roland Garros (privatisé à cet effet), nous pouvons remarquer une aide financière publique considérable qui s'ajoute à ce que nous savons déjà sur les 211 milliards (270 milliards selon une dernière étude).

En effet, la société organisatrice de cette sauterie patronale a été chercher 250 000 euros d'argent public ou des travailleurs pour que ses participants nous cassent encore plus nos conquies et se mettent en ordre d'attaque pour nous faire la peau sociale.

Mais d'où vient cette coquette somme ? Elle vient de Bpifrance, Mission French Tech, la Caisse des dépôts ou encore la Direction générale des douanes de Bercy, le ministère du travail, l'armée de terre, Erasmus + et la région Hauts de France. Vous l'avez compris l'argent de nos impôts sert la cause du capital.

Et c'est la même chose pour France travail, l'Urssaf et, cerise sur le gâteau, les AGS (l'Agence de garantie des salaires lors des liquidations des boîtes). A un détail près, il existe une différence de ressources avec les services de l'Etat et les finances territoriales. Ces derniers sont alimentés par l'impôt et les autres par nos cotisations donc par nos salaires. Tout ça pour des stands à plusieurs milliers d'euros pour 2 petites journées entre copains.

La valeur ajoutée que nous produisons nous est volée au profit de la propagande patronale. Elle nous est détournée pour alimenter une haine de classe permanente dont nous payons les frais chaque jour. Il faut espérer que Bayrou et les ministres présents ont eu un moment pour s'arrêter dans l'espace France travail pour déposer des CV, ils étaient au bon endroit, au bon moment.

La menace du patronat de partir en guerre contre le futur exécutif est prise très au sérieux par Lecornu et Macron. Nous aussi devons nous inquiéter d'une mobilisation patronale tant les revendications sont sérieuses. Il y avait une démonstration de force. Sous quelle forme ? Nous pouvons l'imaginer : manifestants en Vuitton ou Dior, manches de drapeaux en ébène et tissu dessiné par Hermès, dernier camion Mercedes avec une petite musique de chambre et un service d'ordre taillé sur mesure habillé dans un très beau gris, noir ou marron signé Hugo Boss. Nous en tremblons d'avance.

Et comme le dit Le Canard Enchaîné et d'en rajouter : "La preuve que l'Etat sait arroser les patrons, y compris sur la terre battue de Roland-Garros".



## **VOUS FAITES QUOI LE 1er OCTOBRE 2025 ?**

**NOUS ON DIT STOP !**

**On défend l'Hôpital, le social et le médico-social !**

**USAGERS ET PROFESSIONNELS**  
**RENDEZ-VOUS MERCREDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE A PARTIR DE 8H30**  
**AU CH GEORGE SAND à BOURGES**  
*(77 rue Louis Mallet)*

**Pour interpeller la Directrice Régionale de l'ARS Centre Val de Loire  
sur la détérioration continue de la prise en soins des patients et la  
dégradation de nos conditions de travail et de rémunération !**

- ⇒ Suppression de lits voire de services de soins entiers !
- ⇒ Professionnels non remplacés, postes vacants dans nos unités !
- ⇒ Externalisation des métiers, personnels techniques et administratifs dégraissés !
- ⇒ Dégradation des conditions de travail, management malveillant institutionnalisé !
- ⇒ Economies sur les budgets, plan d'austérité pour la Santé !
- ⇒ Sécurité Sociale démantelée, hôpitaux publics disloqués !
- ⇒ Grilles de salaires on ré-évaluées, Complément de Traitement Indiciaire menacé !



### **CONSÉQUENCES IMMÉDIATES POUR LA POPULATION :**

*l'accès, la proximité et la qualité des soins ne sont plus garantis*

**Imposons notre mobilisation, notre détermination et notre solidarité !**



**IL FAUT QUE  
ÇA CHANGE !  
DES MOYENS  
POUR LA SANTÉ,  
LA PROTECTION  
SOCIALE ET  
LES SERVICES  
PUBLICS !**

## Conseil CPAM du Cher du 22 septembre 2025

### DECLARATION CGT

Florie GAETA

Madame la Présidente,  
Monsieur le Directeur,  
Chers collègues,

Ce conseil se réunit dans une période particulière, et suite aux journées de mobilisations des 10 et 18 septembre.

Après les chutes des gouvernements Barnier et Bayrou, symptomatiques d'une crise politique et sociale majeure, la contestation face aux politiques d'austérité ne cesse de s'ancrer.

Avant sa chute, en plein mois d'août, le gouvernement Bayrou prévoyait pourtant la publication de plusieurs décrets sur le doublement des franchises médicales et des participations forfaitaires. Des projets de décrets visaient aussi à restreindre l'Aide Médicale d'Etat (AME).

Si la publication de ces décrets a été « suspendue » grâce à la mobilisation de certains conseillers CNAM (en dehors des représentants du patronat), elle est loin d'être enterrée avec un nouveau gouvernement tout aussi illégitime que les deux précédents.

Un décret prévoyant un déremboursement partiel des cures thermales est en attente de signature. Ce décret impactera 14 millions de patients reconnus en affection de longue durée.

Ces mesures fragiliseraient durablement notre modèle social et auraient des conséquences directes sur l'accès aux soins, en particulier pour les plus précaires.

Une attaque frontale contre les malades.

Un conseil exceptionnel était convoqué hors calendrier, en juin dernier, pour examiner le projet de décret relatif à l'organisation du service de contrôle médical. Un texte lourd de conséquences. La séparation entre gestion administrative et expertise médicale était fondée et fondatrice. Elle garantissait l'indépendance des décisions médicales, la protection des données sensibles et une éthique de soin respectueuse des droits. En l'effaçant, le décret introduit un glissement progressif, mais réel, vers une médecine d'objectifs, au service de la performance comptable plus que de la santé des assurés. La CGT a dénoncé le glissement dangereux d'une transformation du « service médical » vers une transformation, plus vaste encore, de l'Assurance maladie elle-même.

Nous rappelons notre ferme attachement à l'intérêt supérieur de santé publique : garantir une santé de qualité, physique et mentale, ainsi qu'un allongement continu de l'espérance de vie en bonne santé. C'est une priorité sanitaire qui doit s'accompagner d'un droit universel et inaliénable à l'accès aux soins.

Nous demandons la suppression pure et simple des dispositifs permettant le détournement de 210 milliards d'argent public, donnés au patronat et qui ne font qu'augmenter l'accumulation de profits, au détriment des salaires et de l'intérêt général.

La CGT continuera d'œuvrer à la défense de nos droits ainsi qu'à la conquête du 100% sécu avec des caisses gérées par et pour les usagers.

Merci de votre attention.

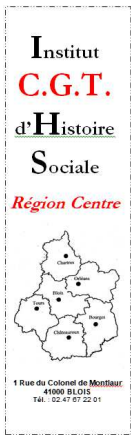
### & La maxime du mois &



*MON PIED DROIT EST JALOUX DE MON PIED GAUCHE.  
QUAND L'UN AVANCE, L'AUTRE VEUT LE DÉPASSER.  
ET MOI COMME UN IMBÉCILE, JE MARCHE.*

RAYMOND DEVOS

# Appel à souscription



CAHIERS  
D'HISTOIRE  
SOCIALE

LES ETABLISSEMENTS  
MILITAIRES  
DE BOURGES

**Une grande et belle  
histoire humaine !**



Comment savoir  
où l'on va  
si on ne sait pas  
d'où l'on vient !

**VOLUME II de 1968 à nos jours**

**2<sup>ème</sup> Semestre 2025**

Le second volume « *une grande et belle histoire humaine* », celle des Etablissements Militaires de Bourges va sortir d'impression en octobre. Il couvre la période 1968 à nos jours.

Mai 68 est précédé de multiples secousses conflictuelles. Il va constituer la première déflagration sociale de la Vème République. Nos Etablissements Militaires y prennent part, conduisant le pouvoir gaulliste à concéder de larges conquêtes sociales. Ceux-ci ne tardent pas à devenir la cible du patronat ses commis politiques.

La réaction des personnels s'affirme lors des deux conflits nationaux de 1978 et 1979 contre la politique du gouvernement de R. Barre s'attaquant aux décrets salariaux des Travailleurs de l'Etat.

L'assaut est partiellement repoussé. Mais ce 1er coup de boutoir contre les arsenaux sonne ce que nous appelons « *les cinquante désastreuses* » avec par la suite les attaques contre les statuts des salariés et la mise en place de restructurations qui entraînent suppressions d'emplois, fermetures d'établissements.

Il faut attendre 1981 avec un gouvernement d'union de la gauche pour voir cette grande conquête sociale des décrets salariaux de 1951/67 rétablie, des droits syndicaux améliorés, et la réduction du temps de travail à 39 heures.

La fabrication du nouveau fusil de l'armée française (FAMAS) est actée. Un nouveau char français est adopté, tout comme l'avion de combat. Victoires acquises avec des pétitions de masse !

La soumission à l'Europe va voir l'émergence de projets de coopérations industrielles dans le domaine des fabrications militaires de nature à affecter durement les fondements mêmes des établissements étatiques de la Défense.

L'espoir né en Mai 1981 est de courte durée. P. Mauroy 1er Ministre. Le coup de grâce intervient le 8 Décembre 1989, le ministre de la Défense, J-P. Chevènement fait adopter par le parlement, la création de GIAT-Industries, soit le début de la privatisation. Bourges n'est pas épargné avec les fermetures de l'hôpital militaire Baudens et du MCRO.

L'EFAB devient GIAT Industries centre de Bourges, puis NEXTER, puis KNDS. L'ESAM devient les EMB. L'ETBS est renommé DGA-TT (Direction Générale de l'Armement des Techniques Terrestres).

La résistance se met rapidement en place avec des actions massives initiées par une CGT à la pointe du combat. C'est le début d'une grande offensive contre nos arsenaux, contre les salariés. Ils vont être sous le feu continu de plans de destructions de leurs emplois et droits statutaires pour aboutir à ce qui est aujourd'hui KNDS.

Bourges mène la bataille. La ville gronde au rythme des manifestations quasi quotidiennes, avec le soutien de la municipalité de gauche et de son maire, le député communiste Jacques Rimbault.

Si KNDS existe encore aujourd'hui à Bourges, les luttes des salariés avec la CGT n'y sont pas étrangères.

Il est rendu hommage à toutes celles et tous ceux aujourd'hui disparus qui ont façonné, de par leurs engagements syndicaux et politiques, le syndicalisme de classe dont les salariés ont plus que jamais besoin.



**Les Etablissements Militaires de Bourges, une grande et belle histoire humaine !**  
**Souscription pour le Livre II de 1968 à nos jours, à 10 € (prix hors souscription 13 €)**

Nom et prénom du souscripteur : .....

Adresse complète .....

N° de Tél. : ..... Adresse courriel : .....

Nombre d'exemplaires commandés à la souscription : .....

Prix total à régler au nom de l'IHS CGT Centre : 10 € x ..... nb exemplaires = .....€

Il est encore possible d'acquérir le 1<sup>er</sup> volume dans la limite des stocks disponibles.

Mode de paiement : numéraire ou chèque à l'ordre de l'IHS CGT Centre

**Bulletin et chèque à retourner à : IHS-CGT18, 8 place Malus - 18000 BOURGES**

Date

Signature

# 65 ans. 6 millions de sociétaires. **Et toujours** **0 actionnaire.**



Nous sommes heureux de fêter  
notre 6 millionième sociétaire,  
un cap atteint à l'aube de nos 65 ans.  
Merci à tous d'avoir choisi la Macif,  
un modèle sans actionnaires qui agit  
toujours dans l'intérêt de ses sociétaires.



La Macif,  
c'est **vous.**



\* Étude OpinionWay - 1005 répondants - Janvier 2024 - Catégorie compagnies d'assurance.

**MACIF** - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.